

Grenelle et « Esprit d'équipe », Compte-rendu d'une réunion au Ministère

à Montreuil, le 12 juin 2021

Le groupe de travail 2 « Esprit d'équipe » s'est tenu le 11 juin. La FNEC FP-FO y a participé en présentiel. L'administration a annoncé en introduction de ce GT qu'il concernera l'esprit d'équipe, le renforcement de la cohésion des collectifs pédagogiques, la personnalisation de l'accompagnement des professeurs.

Les enseignants-inspecteurs : c'est non !

Dès sa première intervention, la FNEC FO-FO a donné son point de vue sur la notion d'« esprit d'équipe » du Ministre et sur sa proposition de création d'enseignants-inspecteurs.

L'intitulé du GT « Esprit d'équipe » laisse entendre que le Ministre veut modeler les esprits voire les formater. Dans les établissements, les professeurs travaillent déjà avec leurs collègues, en fonction des affinités, des projets et des goûts de chacun, dans le respect de leur liberté pédagogique individuelle. Le ministère, qui prétend renforcer l'esprit d'équipe, n'a cessé d'accumuler des tâches nouvelles : missions liées, deuxième HSA imposables... entraînant une surcharge de travail pour les collègues. Il ne parle que d'individualisation des parcours, des carrières, des rémunérations. Ses « réformes », loin de favoriser l'esprit d'équipe, mettent en concurrence, établissements, disciplines et professeurs, visent à instrumentaliser, infantiliser, caporaliser les enseignants fonctionnaires de catégorie A pour les transformer en simple exécutants des politiques gouvernementales.

La fonction de professeurs n'est pas celle d'inspecteur. Le ministère affirme qu'il veut mettre en place des enseignants-inspecteurs parce qu'il manque d'inspecteurs et que ces derniers ont été accaparés par PPCR. Vouloir mélanger enseignants et inspecteurs dans une hiérarchie intermédiaire ne manquera pas de créer des conflits d'intérêt. Pourquoi ne pas s'appuyer sur le dispositif qui existe déjà ? Pourquoi baisser la rémunération des professeurs tuteurs ? Dans le calendrier, l'administration dit qu'il faudrait répondre à des nouveaux besoins. Ce seraient de nouvelles missions ? Des obligations de service nouvelles ?

S'il n'y a pas assez d'inspecteurs, que l'Education nationale en recrute ! S'il manque des inspecteurs c'est bien à cause de PPCR ! Depuis plusieurs années, l'inspecteur a vu ses missions dévoyées, le ministère le réduisant au rôle de faire appliquer les réformes rejetées par les personnels. La création d'enseignants-inspecteurs est voulue par le ministre pour les obliger à appliquer les contre-réformes. Les enseignants n'acceptent pas que des collègues constituent une nouvelle hiérarchie intermédiaire, mise en place pour les surveiller, leur imposer des choix pédagogiques. Nous rappelons l'article 6 de la loi Le Pors : la liberté d'opinion est garantie aux fonctionnaires. **La FNEC FP-FO est opposée à la création d'enseignants-inspecteurs et revendique l'abandon de PPCR.**

Le Ministre voudrait instaurer des lettres de mission pour les enseignants-inspecteurs. Les lettres de mission, c'est un cheval de Troie utilisé pour détruire la Fonction publique de carrière et entrer dans la Fonction publique d'emploi, « spoil system » à l'américaine.

La protection sociale complémentaire ? Aucun rapport avec « l'esprit d'équipe » !

Dans son Grenelle, le ministre place la protection complémentaire dans les discussions sur « l'esprit d'équipe ». Ce n'est pas anodin. Il sait très bien ce qu'il fait en mélangeant action sociale, protection complémentaire et cohésion d'équipe. **La FNEC FP-FO rappelle que l'action sociale, tout comme la protection sociale complémentaire concernent la vie de l'agent hors temps de travail et n'ont rien à voir avec l'esprit d'équipe !**

Renforcement de la cohésion des collectifs pédagogiques ? Le miroir aux alouettes !

Le représentant du Ministre a affirmé dans ce GT que la « cohésion autour des collectifs pédagogiques » ne répond pas à une logique hiérarchique, ni de hiérarchie intermédiaire.

Selon lui, l'administration part de la verbalisation des collègues du besoin de renforcement des collectifs pédagogiques dans le contexte de pandémie. L'évolution de l'institution scolaire nécessiterait selon lui de travailler ensemble sur l'égalité des chances, sur les cités éducatives, les sujets devoirs faits, l'école inclusive, l'évaluation des élèves.

Analyse de la FNEC FP-FO :

Selon le Ministre, il n'y aurait ni logique hiérarchique, ni hiérarchie intermédiaire ? Le ministre se moque de nous ! Il veut mettre en place chez les enseignants des candidats zélés au corps d'inspection, qui feront tout ce qui est en leur possible pour se faire bien voir de leur hiérarchie, pour obliger les enseignants à accepter et à appliquer les contre-réformes qu'ils rejettent.

Lorsqu'il parle des cités éducatives, il ne tient évidemment pas compte de la levée de bouclier des collègues. A Givors, les enseignants ont manifesté pour conserver leur REP+, pas pour la construction d'une cité éducative. Au lieu de vouloir mettre en place des cités éducatives pour déréglementer encore plus, le ministre ferait mieux de conserver les REP+ et d'attribuer la prime REP+ aux AED et aux AESH !

Le ministre veut que les élèves soient évalués ? Qu'il commence par rétablir le Bac, examen terminal et anonyme, premier grade universitaire !

Le ministre veut travailler sur l'école inclusive ? Qu'il commence par supprimer les PIAL, recruter les AESH au statut fonction publique d'Etat, rétablir les places en IME, IMP Pro, ITEP !

Le ministre veut travailler sur l'égalité des chances ? Qu'il commence par recruter des enseignants et des AESH au statut de fonctionnaire, baisser les effectifs par classes, augmenter la valeur du point d'indice de 20 % et augmenter immédiatement les salaires de 183 euros par mois en point d'indice !

Le Ministre veut passer en force !

Dans ce GT, la FNEC FP-FO a affirmé son opposition de création de la hiérarchie intermédiaire des professeurs-inspecteurs. Des organisations syndicales ont aussi exprimé leur opposition.

Malgré cela, le représentant du ministre a proposé de discuter dans le prochain GT sur la distinction des tâches et fonctions de chacun sans qu'il y ait de césure, donc sur la mise en place des enseignants-inspecteurs. C'est bien la preuve que le ministre veut passer en force !

La FNEC FP-FO n'accompagnera pas la tentative du Ministre de détruire nos statuts, nos droits, la Fonction publique et invite les collègues à se réunir dans les écoles, les collèges, les lycées pour, comme l'ont fait les AESH en AG le 3 juin, discuter d'aller porter les revendications devant le ministre !

Les enseignants-inspecteurs, nous n'en voulons pas !

Les « collectifs pédagogiques », nous n'en voulons pas !

183 € pour tous, maintenant et sans contrepartie !

Augmentation de la valeur du point d'indice de 20 % maintenant et sans contrepartie !

Abandon de la loi Rilhac !

Abrogation de la réforme du lycée !

Rétablissement du Bac, examen terminal et anonyme dès 2022 !